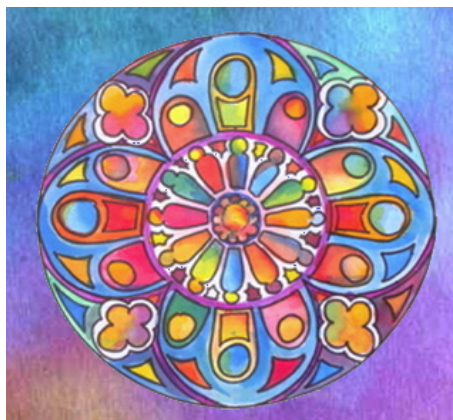


<https://larcenciel.be/spip.php?article1204>



19 décembre 2020 • Une évaluation pour la 5G

- ÉVÉNEMENTS et ACTUALITÉS - CARNETS et NOTULES - CARNETS DE BORD -

Date de mise en ligne : dimanche 20 décembre 2020

Copyright © LARCENCIEL - site de Michel Simonis - Tous droits réservés

Paris - Les prochaines attributions de fréquences pour la 5G ne devraient pas se faire sans évaluation préalable de son impact sur l'environnement, recommande samedi le Haut Conseil pour le Climat, alors qu'Emmanuel Macron s'est refusé à différer le déploiement de cette technologie .

https://larcenciel.be/sites/larcenciel.be/local/cache-vignettes/L400xH356/antenne_5g_cle0ce2b4-a361e.jpg

Publié par l'AFP le 19/12/2020

Extraits

"En l'absence de moratoire sur la 5G permettant de réévaluer la décision concernant les fréquences déjà distribuées, la première application d'une telle évaluation devra être l'attribution des prochaines bandes de fréquences pour la 5G", écrit le HCC dans un rapport établi sur saisine du président du Sénat Gérard Larcher.

La Convention citoyenne pour le climat, voulue par le président de la République, avait précisément recommandé un moratoire sur le déploiement de la 5G en l'attente d'une telle étude. Demande sèchement rejetée par Emmanuel Macron comme un *"retour à la lampe à huile"*.

Lors d'une rencontre avec les membres de la Convention en début de semaine, M. Macron avait maintenu son soutien à la 5G, essentielle selon lui au développement économique du pays. Mais il avait aussi souhaité que soit *"évalué le coût environnemental"* du numérique globalement, pointant notamment le *"renouvellement permanent des matériels (...) très polluants"*.

Dans son rapport, le HCC étudie plusieurs hypothèses sur les impacts du déploiement de la 5G (...)

Empreinte en hausse

Mais il estime d'ores et déjà que *"la 5G est susceptible d'augmenter significativement"* l'empreinte carbone du secteur du numérique, qui représente actuellement environ 2% de l'empreinte totale de la France, soit à peu près autant que le secteur aérien, a relevé la climatologue Corinne Le Quéré, présidente du HCC, lors d'une conférence de presse en ligne.

Une augmentation notamment causée par la prise en compte des émissions liées à la fabrication du matériel à l'étranger (émissions dites "importées"). Dans son évaluation haute, "l'impact carbone" de la 5G serait ainsi en 2030 pour un peu plus de la moitié lié aux terminaux *"smartphones, ordinateurs..."*, pour un quart aux infrastructures et pour un quart à l'utilisation.

La 5G devrait également entraîner une hausse de la consommation d'électricité, qui est en France largement décarbonée en raison notamment du nucléaire.

Le HCC, organisme de conseil et d'évaluation indépendant créé par M. Macron, recommande notamment d'intégrer des engagements sur l'empreinte carbone dans les prochains appels d'offres pour les futures fréquences de 5G et d'agir sur l'offre d'équipements pour en faire baisser l'impact environnemental.

Disproportionné

Il souhaite aussi "informer et responsabiliser" les usagers, particuliers comme entreprises. *"Il y a des usages disproportionnés, comme la vidéo haute définition sur téléphone. Il faut porter la priorisation des usages dans le débat public"*, estime Corinne Le Quéré, pointant également certaines offres illimitées qui peuvent mener au "gaspillage".

Enfin parmi les impacts potentiels, le HCC recommande de prêter une attention particulière aux possibles interférences de certaines bandes (non encore attribuées en France) de la 5G avec les relevés satellitaires, qui inquiètent les météorologues.

Selon une source gouvernementale, le HCC dresse un "constat partagé" sur la question des équipements, déjà mise en avant par Emmanuel Macron devant la Convention climat et qui sera notamment abordée dans une "feuille de route" gouvernementale attendue en février.

La présidence du Sénat, commanditaire du rapport, a de son côté estimé que les conclusions "confortent" une proposition de loi "visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique" que la haute assemblée doit examiner le 12 janvier.

Pour Stéphen Kerckhove, d'Agir pour l'Environnement, il *"vient mettre un terme définitif aux faux débat (...) sur l'intérêt supposé de la 5G en matière de lutte contre le changement climatique"*.